

**Quels outils et méthodes aux Etats-Unis et au Canada
pour procéder à l'analyse stratégique
du renseignement de sécurité intérieure ?
Comparaison des agences de renseignement de ces deux pays
(organisation, missions, moyens, efficience)**

Guillaume DASQUIÉ – Directeur de recherche à l'IRIS

Étude réalisée pour le compte de la DAS au titre du marché public passé selon une procédure adaptée
n°2004/106

Synthèse

- Un renseignement de sécurité intérieure, selon son acception européenne, existe-t-il encore en Amérique du Nord ? Comme nous le découvrirons au fil de ces pages, entre décembre 2004 et juillet 2005, ses caractéristiques saillantes les plus familières sur le Vieux continent sont devenues marginales dans l'appareil de renseignement des Etats-Unis, récemment réformé par la Maison Blanche et les commissions ad hoc du Congrès. Même si, un peu plus au nord, les spécificités traditionnelles de son périmètre et de son traitement se maintiennent au sein d'une administration canadienne encline à suivre plus prudemment les évolutions de son puissant voisin et allié.

- Quel sens donner à ces changements relevés aux Etats-Unis ? En privilégiant un moment une approche constructiviste, nous observons que contrairement aux apparences, les métiers, les méthodes et les outils du renseignement n'ont pas changé, tandis que sa raison d'être a été l'enjeu d'un travail de redéfinition au moins aussi stratégique pour les acteurs que les résultats stricto sensu produits par les activités de renseignement.

- L'ouragan Katrina, en balayant le 29 août 2005 la pertinence d'une politique de sécurité intérieure exclusive, prioritaire et centrale, nous a rappelé que « la réalité objective de la prédominance d'une menace terroriste, nucléaire, bactériologique ou chimique » n'existe pas dans l'absolu. Le couronnement de cette menace reflète plutôt la convergence d'intérêts particuliers entre des prescripteurs (responsables administratifs, chercheurs, journalistes et décideurs politiques) qui, face à la médiatisation d'actes terroristes, ont produit un foisonnement de propositions et de commentaires, comme pour démontrer, dans un environnement concurrentiel, leur capacité à satisfaire – quitte à la mimer – la fébrilité des profanes dans leur désir de comprendre les raisons et les conséquences de ces mêmes actes terroristes. Conditionnés par leurs relations avec les parlementaires et la presse, les principales personnalités en charge du renseignement aux Etats-Unis ont été les plus exposées à ces contraintes de castes. Et l'ensemble de leurs comportements a bien re façonné les discours sur la gestion de ladite menace et les programmes sécuritaires subséquents.
- Dans notre champ d'investigation, la spécificité géographique que véhicule la formule de « renseignement de sécurité intérieure » – que l'on suppose complémentaire à un « renseignement de sécurité extérieure » – a perdu sa légitimité au gré des réformes décidées dans le sillage de ces réflexions. Peu à peu en effet, nous sommes passés d'une perception cartographique de la menace, à une perception utilitariste de celle-ci : l'opposition entre activités intérieures et activités extérieures s'est effacée au profit de l'opposition entre activités défensives et activités offensives. En conséquence, le renseignement de sécurité n'a plus de limite spatiale ; il sert les politiques défensives (*Homeland Defense Policy* et *Homeland Security Policy*), lesquelles cherchent à anticiper les menaces, pour ensuite les neutraliser avant qu'elles ne se matérialisent (*pre-emptive acts*).
- Ce travail de réinterprétation fondamental pour les acteurs a connu d'autant plus de succès qu'il intervenait comme en écho à des processus comparables, à l'œuvre dans d'autres champs d'investigation, sur des problématiques sociétales ou économiques (cf. critique de la mondialisation, qui fait disparaître les frontières et rend vaine la distinction entre un centre et une périphérie, entre des phénomènes ayant une incidence strictement interne ou externe). Il s'est enfin parfaitement

adapté à une administration fédérale américaine centrée par nature sur la gestion des moyens de défense et de police (en 2006, 65 % du budget de l'État fédéral sera consacré à la sécurité).

- En conséquence, sur le plan des institutions, à Washington, en ce second semestre 2005, les organisations dédiées au renseignement offrent un panorama paradoxal, principalement après les derniers aménagements organiques intervenus ces derniers mois, qui ont semblé apporter une conclusion définitive au plan de réformes voulu par le pouvoir exécutif au lendemain des attentats contre le World Trade Center et le Pentagone. Car d'une part, depuis septembre 2001, les méthodes et outils employés pour le recueil, l'analyse et l'exploitation de ce renseignement – tel que nous le distinguons encore – n'ont pas fondamentalement évolué. Mais, d'autre part, les moyens affectés aux types de missions qu'il recouvre ont considérablement augmenté, tandis que ses limites juridiques n'ont cessé d'être repoussées.